

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne

English
italien español
srpski portugês
العربية Deutsch

Le 15 decembre 2011 La guerre, ça suffit!!

La Syrie sous le feu des médias
par Silvia Cattori

Accueil
Articles Récents
États-Unis
Canada
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI
Moyen Orient
Océanie
Asie

Guerre USA OTAN
Histoire, société et culture
Crise économique mondiale
Crimes contre l'humanité
Environnement
Pétrole, Gaz de schiste, Transnational
Énergie
Pauvreté et inégalités
socials
Militarisation
11 sept. Guerre au
Droits humains et de la
Loi et justice
Biotechnologie et OGM
Droits des femmes
Désinformation médiatique
Politique et religion
Nations Unies
Science et médecine
Services de renseignements

Recherche

Archives
Index des Auteurs



RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web
GlobalResearchTV
GRTV
GLOBAL RESEARCH TV

Mondialisation.ca, Le 14 decembre 2011
silviacattori.net

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0 submit 3 1
Digg+ reddit f Share Tweet

Entre le 29 novembre et le 5 décembre, une série de quatre documentaires consacrés à la Syrie ont été présentés aux téléspectateurs français. Leurs auteurs, (Martine Laroche-Joubert et Christophe Kenck pour *France 2*, Marc de Chalvron et Romaric Moins pour *1-télé*, Manon Loizeau pour *France 2*, Paul Moreira pour *Canal-plus*), ont affirmé avoir rejoint clandestinement la Syrie. Un pays qui, selon la présentatrice d'*Envoyé spécial*, Guilaine Chenu, est « *complètement fermé à la presse depuis le début de la révolte* ».

Cette accumulation de reportages, dans un temps si court, et leur contenu même, attribuant uniquement aux forces de l'ordre gouvernementales la responsabilité des exactions, soulèvent de nombreuses questions.

Premièrement. L'affirmation récurrente selon laquelle le gouvernement syrien refuserait l'entrée aux journalistes est fausse. Nombre de journalistes et de chercheurs qui en ont fait la demande ont eu l'autorisation d'entrer en Syrie et d'y exercer normalement leur travail d'information (ou de désinformation) [1].

Deuxièmement. Ces « *grands reporters* » (c'est ainsi qu'ils sont présentés) remplissent-ils vraiment leur devoir d'informer honnêtement ? Leurs reportages apportent-ils les explications permettant au public de comprendre ce qui se passe réellement en Syrie ?

Après avoir vu et entendu ce que ces « *grands reporters* » en ont rapporté, la réponse est non. En effet, fondés sur les dires d'opposants syriens qui préconisent la lutte armée, et qui sont par ailleurs leurs uniques accompagnateurs, leurs reportages s'avèrent d'emblée totalement orientés.

Quel crédit peut-on accorder aux dires de « *grands reporters* » qui fondent leurs enquêtes uniquement sur des témoignages recueillis en présence d'opposants armés ?

En se limitant à ne relayer que le point de vue de dissidents favorables à une intervention étrangère, les auteurs de ces reportages ne remplissent pas leur devoir d'informer le public. Ils participent objectivement et ouvertement de la guerre psychologique menée depuis neuf mois par des États [2]

qui, comme la France, cherchent à influencer l'opinion publique pour paver la voie à une intervention étrangère basée sur le modèle libyen [3]. Leur insistance à évoquer la nécessité d'un soutien occidental à l'opposition armée met en question la neutralité de leur travail.

En outre, leurs reportages passent totalement sous silence la voix de ces centaines de milliers de Syriens, parfois des millions, qui à de multiples occasions se sont rassemblés, à Damas notamment [4], pour exprimer leur soutien au président el-Assad et dénoncer la déstabilisation de leur pays par des opposants armés, apparemment instrumentalisés par des puissances étrangères.

Le public a droit à une information honnête ; c'est le devoir de tout journaliste de la lui fournir. Or, les quatre reportages diffusés par ces chaînes télévisées et présentés comme des documents exceptionnels « *au cœur de la révolution syrienne* », sont totalement déséquilibrés. Ils mentent par omission. Ils font fi du fait que des villes entières comme Alep ou Damas (soit un tiers de la population syrienne) refusent toute opposition armée ; raison pour laquelle leurs habitants continuent de manifester leur soutien au président el-Assad et de préconiser une démocratisation par des réformes.

Les dérives les plus graves

En ne se fondant que sur les dires d'opposants syriens filmés au Liban, en Turquie, ou dans des zones contrôlées par des groupes armés (qui sont également leurs accompagnateurs), les « *grands reporters* » français cités plus haut, ont totalement décrédibilisé leur enquête.

Comment imaginer, en effet, que leurs accompagnateurs en sympathie ou engagés dans une lutte armée contre le gouvernement puissent conduire des journalistes enquêter auprès de Syriens restés fidèles au président ? Et comment imaginer, qu'en présence de ces opposants armés qui les accompagnent, il puisse se trouver des Syriens qui osent parler librement pour contredire leur version des faits ?

Au cours de leurs enquêtes, ces « *grands reporters* » n'ont donc jamais fait état de la version du gouvernement au sujet des exactions délibérées qui lui sont reprochées par les personnes interrogées. Le ministre syrien des affaires étrangères s'est pourtant exprimé sur le sujet ; il eut été opportun de mentionner sa version, ne serait-ce que pour la contredire ensuite si nécessaire, sur la base de faits avérés.

Encore plus ahurissant : à aucun moment ces « *grands reporters* » ne donnent la parole à l'un ou l'autre de ces Syriens qui, depuis mars, descendent massivement dans la rue pour soutenir le gouvernement d'el-Assad.

Enfin, la question de savoir qui encadre, finance, arme, et forme [5] la soi-disant « *Armée syrienne libre* » (ASL) n'est quasiment jamais soulevée par ces « *grands reporters* », tout enthousiastes à l'égard de ces combattants, attachés qu'ils sont à les présenter sous un angle sympathique. Présenter de façon unilatérale la version de cette minorité d'opposants qui préconisent la lutte armée contre Damas, sans se livrer à une enquête étayant sa véracité, n'est pas sérieux.

Au regard du parti pris qui anime leurs enquêtes, il apparaît évident que ces « *grands reporters* » n'ont aucun scrupule à négliger ou à supprimer les éléments d'information qui pourraient contredire leur thèse. Le fait que, concernant la situation en Syrie, les médias traditionnels ont à plusieurs reprises présenté comme avérées des nouvelles non confirmées, ou comme véridiques des documents qui se sont avérés manipulés, voire falsifiés, n'est jamais pris en compte [6] [7].

De tels biais contreviennent totalement à l'éthique d'un journalisme honnête. Mais, de toute évidence, cela ne dérange nullement des rédactions qui accordent un large écho à ces reportages « *exclusifs* », pourtant visiblement douteux. Ils ont sans doute – et c'était assurément leur but – un impact considérable sur une opinion publique qu'il s'agit de rallier à la thèse selon laquelle il est devenu nécessaire et urgent de renverser, par la force, un « *dictateur fou* »... un « *barbare tueur d'enfants* ».

Au vu de ces manquements à l'éthique journalistique, nous sommes conduits à nous interroger sur le rôle de certains journalistes et des rédactions qui les promeuvent, dans le soutien apporté aux guerres ayant ensanglanté et détruit des pays entiers au cours des dernières décennies - hier l'Afghanistan, l'Irak, le Liban, Gaza, la Libye - et qui aujourd'hui semblent vouloir vouer la Syrie au même sort... Et pourquoi pas demain l'Iran ?

Est-ce le fait du hasard, que cette ribambelle de « *grands reporters* » se soit rendue « *secrètement* » en Syrie à la même période ? On peut en douter. Leurs reportages apparaissent en tout cas comme une sorte de tir groupé, devant conduire à une mise au pilori du président el-Assad, et à préparer l'opinion à une guerre au risque d'embraser la région.

Un tir groupé en parfaite adéquation avec l'enchaînement de déclarations offensives de la France par la voix de son ministre Alain Juppé [8] et de ses représentants aux Nations Unies. Le but final étant de maintenir la pression sur le Conseil de sécurité et d'arracher des sanctions, un projet de résolution du Conseil de sécurité ouvrant la voie à une intervention militaire internationale, dont Moscou et la Chine ne veulent pas. Il est difficile de ne pas établir un lien entre ces reportages et les évènements politiques et diplomatiques en cascade qui devaient aboutir le 28 novembre à Genève, à ce que la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies accuse les forces de l'ordre du président el-Assad « *de crimes contre l'humanité* ».

Cette lourde accusation, a été précédée d'un nombre inhabituel d'évènements, tous survenus durant la même période, et sur le même mode qui a conduit à autoriser l'OTAN à aller bombarder la Libye.

A savoir :

► Le 18 novembre, le journal gouvernemental turc *Sabah* révélait des plans militaires turcs pour

l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au nord de la Syrie, puis d'une zone tampon d'une profondeur de 5 km, allant jusqu'à la ville d'Alep à l'ouest, pour favoriser le déclenchement d'une guerre civile contre le pouvoir de Damas.

► Le 23 novembre, le magazine satirique *Le Canard enchaîné* écrivait : « *Plusieurs membres du Service action de la DGSE (services de renseignement français) et le Commandement des Opérations Spéciales (troupes d'élites françaises) sont déjà prêts en Turquie, s'ils en reçoivent l'ordre, à former ces déserteurs à la guérilla urbaine* ».

► Le 23 novembre, Alain Juppé affirmait que « *Le Conseil national syrien (CNS) est l'interlocuteur légitime avec lequel nous continuerons à travailler* » et mentionnait la possibilité d'établir des « *corridors humanitaires* » en Syrie [9].

► Le 24 novembre, Riad Al-Assaad (opposant et déserteur basé en Turquie) chef de l' « *Armée syrienne libre* », s'est dit favorable à des frappes aériennes étrangères contre « *certaines cibles stratégiques* » pour le régime syrien.

► Le 26 novembre, Abdel Hakim Belhadj (membre d'Al-Qaida) conduisait un bataillon composé de 700 hommes à la frontière syro-turque [10].

► Le 28 novembre, le rapport de la *Commission des droits de l'Homme des Nations Unies*, rédigé par Karen Koning AbuZayd, Paul Pinheiro et Yakin Ertürk (de nationalité turque) [11] - accusait formellement l'armée et les forces de sécurité syriennes de « *crimes contre l'humanité, notamment des meurtres, des actes de torture et des viols* ».

► Le 28 novembre la « *Lettre hebdomadaire d'informations stratégiques et de défense* » affirmait que des hommes de la DGSE et du « *commandement des opérations spéciales de l'armée française seraient déjà au contact (en Turquie sans doute) des militaires dissidents syriens pour les former et les aider à structurer leur capacité opérationnelle* ». Elle précisait également que des hommes de la CIA et du BND -les services allemands - seraient eux aussi déjà à pied d'œuvre, en Turquie et en Jordanie. [12]

Voilà donc le moment venu pour les médias d'orienter l'opinion en faveur du camp de la guerre, des milices armées illégales, ceci en omettant de dire que ces milices sont paraît-il, encadrées par des États étrangers et accusées par la population syrienne de nombreux meurtres et enlèvements.

Tout cela ressemble étrangement aux offensives diplomatiques et politiques qui avaient précédé d'autres interventions contre des États souverains, basées pour commencer sur de fausses allégations. Il s'agit donc de toute évidence, cette fois encore, de fabriquer des « *story telling* » ; de paver la voie à la France qui joue ici un rôle moteur, et à ses alliés, dans leur plan de faire tomber d'abord la Syrie, puis l'Iran et le Hezbollah. C'est-à-dire les principales forces de résistance qui font obstacle à la domination d'Israël dans la région.

En conclusion.

Il est intéressant de relever que, il y a encore deux mois, les rares journalistes qui admettaient la présence en Syrie de groupes armés, les décrivaient comme n'étant que de tout petits groupes de « *déserteurs* ».

Aujourd'hui, nombre d'analystes et de commentateurs font état de la présence en Syrie de miliciens organisés, dotés d'armes modernes, équipés de réseaux logistiques et informatiques capables de déjouer les embuscades des troupes de l'armée régulière. Et le fait que des grandes puissances encadrent ces bandes et leur fournissent des armes a été évoqué par quelques journaux, même si cette information a été très peu relayée, contrairement à de nombreuses accusations invérifiées (et invérifiables puisque anonymes) portées contre le gouvernement syrien.

L'aveu d'une présence en Syrie de groupes armés soutenus par des puissances étrangères marque un tournant.

Pourquoi cet aveu maintenant, et dans quel but ?

Très certainement pour faire passer comme normal ce qui ne l'est pas, et doit permettre de contourner le veto de la Russie et de la Chine survenu le 5 octobre, qui a coupé court à une intervention étrangère.

En effet, avant le veto de Moscou et Pékin, la stratégie de la France, des États Unis et du Qatar notamment, était de parvenir à neutraliser l'armée syrienne en attaquant la Syrie avec l'aval du Conseil de sécurité. Ne pouvant plus réaliser leur machiavélique projet en passant par le Conseil de sécurité, ils ont changé de stratégie pour lever cet obstacle tout en poursuivant le même but : soumettre Damas à un harcèlement permanent. Et mettre Moscou et Pékin sous pression. La nouvelle stratégie est de recourir à des miliciens arabes et de les introduire illégalement en Syrie via la Turquie.

Depuis la chute de Mouammar Kadhafi, un nombre considérable de miliciens arabes ayant combattu en Libye avec l'OTAN, sont en effet à disposition. Faire entrer en Syrie des combattants étrangers arabophones, qui peuvent facilement se faire passer pour des « *opposants syriens* », est un atout pour les gouvernements étrangers qui veulent renverser el-Assad et éviter que des non-Syriens trop visibles n'entraînent une réaction des alliés de Damas.

D'autant, que la France et ses alliés, peuvent se réjouir - aussi contre nature que cela soit - du soutien d'Ayman al-Zawahiri, le chef d'Al-Qaida, qui a déclaré publiquement : « *S'il n'y avait eu ces problèmes (des frontières), mes frères, et moi-même, serions parmi vous et avec vous, et vous défendriez avec nos vies* » [13].

Pourquoi la Turquie servirait-elle de base arrière principale en appui à une intervention militaire ?

La Syrie est frontalière de la Turquie, de l'Irak, de la Jordanie, et du Liban. Or, le Liban et l'Irak ne sont pas assez hostiles à Damas pour servir de base arrière principale aux combattants arabes. La Jordanie, quoique ouvertement opposée à Bashar El-Assad, ne dispose pas d'une armée aussi

performante que la Turquie et risque donc beaucoup plus gros en cas d'échec.

La Turquie, qui abrite des bases états-uniennes (assurant une bonne couverture en cas d'échec), est donc le pays frontalier le mieux placé, pour servir de point de départ à une offensive susceptible d'affaiblir ou de neutraliser l'armée syrienne et de conduire au renversement du président el-Assad. Et, frontalière de l'Union européenne, elle dispose d'un accès très facile pour le ravitaillement.

Des « zones tampon », et « zones d'exclusion aérienne », à la frontière qui sépare les deux pays garantiraient un cadre propice aux combattants venus de l'étranger. En outre, elles permettraient de légitimer une agression de taille sur la Syrie si cela se décidait, en prétextant le non respect de l'interdiction de survoler la zone.

Le rôle d'un journaliste est-il d'accréditer une propagande destinée à préparer la guerre ? Certainement non.

Le public a droit à connaître la vérité, à être renseigné sur ce qui se trame en réalité sur le terrain et dans les chancelleries, surtout quand cela risque de jeter des peuples entiers dans de nouvelles guerres. Après les horreurs qui se sont produites en Irak et en Libye, ce qui se prépare maintenant contre la Syrie est également une catastrophe de grande ampleur.

Malheureusement, ces reporters / envoyés spéciaux qui glorifient dans leurs reportages la prétendue « Armée syrienne libre », révèlent une fois de plus leur véritable fonction. Comme on l'a vu en Libye où les « opposants » étaient en partie des mercenaires encadrés par des forces spéciales étrangères, c'

est à une « manipulation de l'opinion publique » que certains « grands reporters » travaillent, pièce centrale des politiques de guerre.

Le devoir d'un journaliste doit être d'aider honnêtement les gens à comprendre les véritables enjeux ce qui peut contribuer à stopper les guerres, et protéger les victimes potentielles, quand il est encore temps.

Je dois à la vérité de dire que ce texte n'aurait peut-être pas vu le jour s'il n'avait pas été au départ suggéré, voir inspiré, par l'un de mes interlocuteurs. Je rends grâce à sa patiente gentillesse, à ses précieuses suggestions au long de multiples échanges. Je le remercie chaleureusement. Silvia Cattori

Notes

[1] Lyse Doucet (*BBC*), Alain Gresh (*Le Monde diplomatique*), Thierry Meyssan (*Réseau Voltaire*), ou encore le politologue belge, Pierre Piccinin.

[2] http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=11524

[3] <http://www.silviacattori.net/article2233.html>

[4] http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&eid=38166&frid=18http://www.youtube.com/watch?v=ODJ9pyKq7tU&feature=player_embedded

[5] <http://www.infosyrie.fr/actualite/a-defaut-dintervention-sarkozy-prepare-la-guerre-civile-en-syrie/>

[6] <http://www.infosyrie.fr/re-information/ledifiante-histoire-dune-martyre-officielle-mais-virtuelle/>

<http://www.silviacattori.net/article2419.html>

[7] <http://almanarnews.net/french/adetails.php?eid=19316&frid=18&seccatid=37&cid=18&fromval=1>

[8] <http://www.infosyrie.fr/actualite/les-corridors-humanitaires-et-fantasmagiques-dalain-juppe/>

[9] <http://www.cyberpresse.ca/international/dossiers/crise-dans-le-monde-arabe/syrie/201111/23/01-4470880-lopposition-syrienne-linterlocuteur-legitime-selon-paris.php>

[10] <http://www.algeria-isp.com/actualites/politique-libye/201111-A7285/libye-abdel-hakim-belhadj-conduit-bataillon-compose-700-hommes-frontiere-syro-turque-novembre-2011.html>

[11] <http://www.silviacattori.net/article2475.html>

[12] <http://www.infosyrie.fr/actualite/a-defaut-dintervention-sarkozy-prepare-la-guerre-civile-en-syrie/>

[13] <http://www.infosyrie.fr/actualite/al-qaida-rejoint-avec-reserves-la-coalition-americano-euro-saoudienne/>

Silvia Cattori est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. Articles de Silvia Cattori publiés par Mondialisation.ca